

Grèce : nouveau scandale de corruption

Une polémique a éclaté à Athènes, à la suite d'articles de presse impliquant des responsables politiques dans une affaire de corruption présumée sur laquelle le gouvernement a demandé une enquête.

A l'origine de cette polémique, une enquête menée depuis des mois par la Brigade financière (Sdoe) qui vise à contrôler les revenus d'une trentaine de personnes, dont plusieurs hommes politiques. Selon le journal dominical Real News, le président du parlement et cadre du parti de droite au pouvoir Nouvelle-Démocratie, Evangélos Méïmarakis, et deux autres ex-ministres de ce parti, Michalis Liapis et Georges Voulgarakis, seraient impliqués dans une affaire « *d'achat d'immobilier et de blanchiment d'argent* ».

Les trois responsables ont démenti catégoriquement par voie de presse dimanche et ont déclaré qu'ils allaient recourir à la justice. « *Je le déclare catégoriquement, je n'ai aucune implication. Je vais me présenter lundi au parquet de la Cour suprême pour demander l'éclaircissement de cette affaire et je me réserve de tous mes droits* », a indiqué M. Méïmarakis. M. Voulgarakis, ex ministre de l'Ordre public (2005-2008), a affirmé qu'il allait porter plainte « *contre tous ceux qui affirment ces pures inventions* ».

Cet ex-ministre avait démissionné en 2008 pour son implication alors dans une retentissante affaire de corruption concernant le monastère de Vatopedi du Mont Athos. Samedi soir, c'est le Premier ministre Antonis Samaras, président de la Nouvelle-Démocratie et à la tête d'un gouvernement de coalition, droite-socialiste-gauche modérée, qui a demandé à son ministre des Finances Yannis Stournaras « *de transférer au parquet le dossier de la Sdoe, qui comprend des noms d'hommes politiques, présumés d'être contrôlés* ».